

ÉLÉMENTS POUR UNE RECHERCHE SUR LES MOUVEMENTS COOPÉRATIF ET PÉDAGOGIQUE EN SUISSE ROMANDE (1918-1930)

Cécile Boss (chercheuse en sciences de l'éducation, Erhise, Université de Genève)

Cet article entend explorer une facette de l'histoire du coopérativisme au sein des milieux pédagogiques de la Suisse romande du début du 20^e siècle. La première partie se penche sur l'histoire du mouvement coopératif dans cette région, mettant en lumière ses origines, ses fondements ainsi que les figures et groupes politiques qui ont contribué à diffuser ses idées. La deuxième partie examine la place du coopérativisme au sein du mouvement pédagogique, en se concentrant sur le parcours d'enseignants et d'enseignantes engagés.

Pour éclairer ces éléments, cet article s'appuie sur des sources biographiques et des travaux qui documentent les engagements de ces femmes, notamment ceux liés au coopérativisme. En quête de compréhension du contexte social et militant qui les entourent, il explore les archives de plusieurs lieux emblématiques des mouvements pédagogiques et s'appuie sur une analyse de la presse de l'époque. L'attention est portée sur la période entre 1918 et 1930, marquée par une adhésion et une intensité importante vers le coopérativisme, tant sur le plan politique que parmi les pédagogues. Notons cependant que les sources qui permettent de comprendre les engagements des membres de la communauté pédagogique restent rares, et que si cet intérêt pour le coopérativisme se reflète dans leur pédagogie, il s'exprime à travers un éventail de traces de natures variées et parfois incomplètes. Au même titre que le coopérativisme au sein de l'histoire ouvrière suisse romande¹, il semble que cet engagement n'a pas encore fait l'objet d'étude approfondie.

¹ HEIMBERG C. « La coopération, part du pauvre de la mémoire ouvrière », *Cahier d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 25, 2009, p. 125-131. À propos de cette question historiographique, voir aussi MÉLO A., « Quelle histoire pour nos coopératives ? L'exemple des coopératives de Savoie », *Revue internationale de l'économie sociale : recma*, n° 325, 2012, p. 94-102.

**L'ÉCONOMIE SOCIALE
EN MOUVEMENT(S)**

Revue n° 22,
Décembre 2023

MOTS - CLÉS

- Coopérativisme
- Mouvement pédagogique
- Suisse

COMITÉ DE LECTURE

Anne-Lise Delvaux
Pierre Georis
Julien Tondeur
Camille Vanbersy
François Welter

CONTACTS

Éditeur responsable :
François Welter

Coordinateur :
François Welter

Support technique :
Neil Bouchat
Claudio Koch

www.carhop.be

**Tél : 067/48.58.61
02/514.15.30**

HISTOIRE DU MOUVEMENT COOPÉRATIF EN SUISSE ROMANDE

Le terme « mouvement coopératif »² désigne les initiatives coopératives nées au 19^e siècle en Suisse. Ces initiatives, incarnant ce que nous comprenons comme une adhésion au « coopératisme », sont examinées ici, bien qu'il n'existe pas de terminologie unifiée pour définir ce mouvement. Comme c'est le cas pour plusieurs autres régions d'Europe centrale, il ne s'agit pas d'un mouvement structuré univoque. Chatriot, pour la France, évoque les « coopérateurs » du « mouvement coopératif »³ et souligne que, bien que le coopératisme soit surtout lié à la gauche, des groupes ou économistes de droite s'emparent aussi du sujet. En Suisse, bien que le mouvement coopératif soit majoritairement progressiste, il présente une dualité : une faction tire ses racines du mouvement ouvrier, favorisant la socialisation, tandis qu'une autre émerge de la philanthropie bourgeoise, privilégiant diverses formes de redistribution et d'aide aux plus démunis, parfois avec une teinte de paternalisme⁴.

Société coopérative suisse de consommation, à la place Montbrillant, n° 1, Genève, vers 1890 (Bibliothèque de Genève, photographie Antoine Detraz).



² On s'appuie sur les définitions proposées dans : BRASSEL-MOSER R., « Mouvement coopératif », dans *Dictionnaire historique de la Suisse*, trad. par MEUWLY O., <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016412/2008-05-23/>, 2008 ; Archives cantonales vaudoises, fonds Claude Cantini, PP 569/530/113, « La Fédération romande des socialistes chrétiens : évocation historique », *L'Espoir du monde, Bulletin des socialistes chrétiens*, n° 105-106, décembre 1997.

³ CHATRIOT A., « Les coopérateurs », dans BECKER J.-J. et CANDAR G. (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2005, p. 91-97.

⁴ Je remercie ici Charles Heimberg d'avoir partagé son analyse du paternalisme comme une des dimensions de la construction du mouvement coopératif, dont je tire parti ici. Mes remerciements vont également à Frédéric Deshusses pour ses apports et pour les échanges sur le sujet.

Cet article se concentre principalement sur le coopératisme de gauche, comme une dimension présente dans les mouvements sociaux suisses romands au début du 20^e siècle, tel le mouvement ouvrier, le socialisme chrétien, le socialisme et le pacifisme chrétien⁵.

Ce mouvement s'appuie sur deux piliers complémentaires, le mouvement ouvrier et le socialisme chrétien protestant. Différents groupes périphériques contribuent aussi progressivement au mouvement. Parmi eux figurent des protestants engagés qui ne se reconnaissent pas dans des groupes partisans ou syndicats, tels que les quakers, également connus sous le nom de membres de la Société des Amis, les partisans du « Christianisme pratique »⁶, du mutualisme et du solidarisme⁷. En Suisse romande, le mouvement du socialisme chrétien représente un centre névralgique significatif pour le mouvement coopératif au début du 20^e siècle. Ouvert à toutes confessions, mais avec une base protestante, puisque fondé par des pasteurs et théologiens, il est étroitement lié aux milieux pacifistes à Genève et au mouvement ouvrier⁸. Ses origines coïncident avec la création du pacifisme chrétien en Suisse à la fin du 19^e siècle en Suisse⁹. De nombreuses initiatives découlent du socialisme chrétien, avec lequel certains partisans de la gauche protestante se sentent davantage en phase que dans le socialisme laïc¹⁰.



Deux enfants à la Caisse mutuelle pour l'épargne, probablement Genève, 1899 (Bibliothèque de Genève, photographie, Fred Boissonnaz).

⁵ GROSSI V., « Une paix difficile : le mouvement pacifiste international pendant l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, n° 53, 1988, p. 23-35; VUILLEUMIER M., *Histoire et combats : mouvement ouvrier et socialisme en Suisse, 1864-1960*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2012.

⁶ Archives Bureau international d'éducation (BIE), fonds général, boîte 67, A.2.0.26, Séance générale du conseil d'administration, 3 février 1928. Duncan Christie Tait, membre du premier comité de gestion du Bureau international d'éducation et pédagogue, informe le BIE d'activités organisées par le groupe « le Christianisme pratique », qui organise des séminaires sur l'enseignement de l'histoire, probablement orienté par le matérialisme chrétien, de tendance chrétienne sociale française. Au sujet du christianisme pratique voir également ZARAGORI A., « Un parcours entre deux mondes : Georges Thélin, l'Organisation internationale du travail et les milieux protestants internationaux (1926-1940) », *Chrétiens et sociétés. XVI^e-XX^e siècles*, n° 22, 22 mai 2015, p. 221-46, <https://doi.org/10.4000/chretienssocietes.3906>.

⁷ Le solidarisme renvoie ici à Léon Bourgeois qui publie *Solidarité* en 1896. Toutefois, selon Dominique Hocquart, le solidarisme est utilisé pour exprimer des idées très variées, parfois complètement divergentes. HOCQUARD D., « La solidarité, idée politique et éducative. À propos de M-C. Blais, "La solidarité, histoire d'une idée" (Gallimard, 2007) », *Les Études sociales*, vol. 147-148, n° 1-2, 2008, p. 219-223.

⁸ VUILLEUMIER C., *Histoire et combats...*; GULLOTTI H., « La revue "L'Essor" : positions et débats de socialistes religieux romands. 1933-1943 », *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, n° 94, 2000, p. 67-90; DESCLOUX G., ENCKELL M., BUCLIN H., « Introduction », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 36 : *Foi de militant-e-s ! Engagement et valeurs chrétiennes*, 2020, p. 7-10.

⁹ À l'initiative du Bureau international de la paix qui se réunit lors du Congrès de la Paix en 1867 en Suisse. GROSSI V., *Le pacifisme européen, 1889-1914*. Bruxelles, Émile Bruylant, 1994.

¹⁰ Pour un aperçu des relations entre spiritualité, christianisme et socialisme en Suisse romande DESCLOUX G., ENCKELL M., BUCLIN H., « Introduction »...



Le mutualisme

Désigne un système social dans lequel les membres d'une association à but non-lucratif s'assurent mutuellement contre certains risques ou se promettent des prestations moyennant le versement d'une cotisation. Il valorise la prévoyance et l'entraide, et, à la différence de l'épargne, elle est un moyen de prévoyance collective, qui a été longtemps la forme privilégiée adoptée par les ouvriers pour se garantir contre les risques sociaux¹¹. Nées de cette doctrine, des mutuelles scolaires apparaissent dans le système de l'enseignement primaire français vers 1880 pour inculquer concrètement aux élèves les principes de solidarité sociale, de prévoyance et d'épargne. Par exemple, on compte sur des écoles où les enfants sont des cotisants, et on tente par divers biais de transformer l'école en entreprises économiques miniatures. En Franche-Comté, des écoles investissent leur fonds dans des opérations de reboisement. Ces expérimentations pédagogiques vont influencer le fonctionnement des coopératives scolaires, notamment en France¹².

Figures clé du mouvement

Au 19^e siècle, des penseurs comme Charles Fourier (1772-1837), des précurseurs de l'anarchisme tels que Joseph Proudhon (1804-1865) et le théoricien du mouvement coopératif français Charles Gide (1847-1932)¹³ propagent les idées du coopératisme et du mutualisme, des concepts repris par la suite au cours du 20^e siècle. Ces idées trouvent également écho chez certains pédagogues de l'éducation nouvelle, notamment en Suisse romande, où l'intérêt pour les idées de l'anarchisme, du mutualisme et du socialisme utopique est marqué¹⁴. Quant



Pierre Ceresole (3^e depuis la gauche), Leonhard Ragaz (4^e depuis la gauche, lunette et moustache) et Hélène Monastier (4^e depuis la droite), à la conférence du mouvement de la Réconciliation à Bad Boll en 1924 (Service civil international - International Archives).

¹¹ « Mutualisme » dans *Trésor de la langue française informatisé*, ATILF-CNRS & Université de Lorraine, [1994], <http://www.atilf.fr/tlfi> ; au sujet du mutualisme voir DREYFUS M. *Histoire de l'économie sociale : De la Grande Guerre à nos jours*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017 (Économie, gestion et société).

¹² SAVOYE A. et GUEY E., « La coopération scolaire selon Barthélemy Profit, une composante de l'Education nouvelle ? », *Recherches et Éductions*, n° 4 : *L'éducation nouvelle. Histoire d'une réalité militante*, 2011, p. 41-51, <https://journals.openedition.org/rechercheseducations/779>.

¹³ DOHET J., *Le mouvement coopératif : histoire, questions et renouveau*, Bruxelles, CRISP, 2018 (Courrier hebdomadaire, n° 2370-2371).

¹⁴ HAMELINE D., « Adolphe Ferrière (1879-1960) », *Perspectives : revue trimestrielle d'éducation comparée*, 23, n° 1-2, 1993, p. 379-406 ; HAMELINE D., *L'éducation dans le miroir du temps*. Lausanne, AIIJR & Loisirs et pédagogie, 2002.



au mouvement socialiste-chrétien, il se développe en Suisse grâce à des personnalités telles que le député socialiste et pasteur Paul Pflüger (1865-1947)¹⁵, le pasteur Leonhard Ragaz (1868-1945) et l'enseignante Hélène Monastier (1882-1976). Leonhard Ragaz, théologien réformé français résidant en Suisse, est connu pour être l'un des fondateurs du mouvement en Suisse alémanique, ainsi que pour son engagement en faveur de la paix. De son côté, Hélène Monastier, enseignante à l'École Vinet de 1904 à 1943, œuvre auprès de jeunes apprenties et ouvrières à la Maison du peuple à Lausanne. Créée en 1916 par la société coopérative du Cercle ouvrier lausannois, la Maison du peuple est un lieu de réunion et de culture ouvrière. Hélène Monastier crée un groupe local de socialistes chrétiens à Lausanne et préside la Fédération romande des socialistes chrétiens dès 1914¹⁶.

Hélène Monastier et deux élèves de l'École Vinet, 1912 (Archives de la ville de Lausanne, fonds École Vinet, P155, carton 28, enveloppe 3, Carnet de photos d'Hélène Monastier, 1912).

L'émergence du socialisme chrétien coïncide avec une période de diffusion de courants de pensée de gauche dont celui du coopératisme. En 1910, Paul Passy (1859-1940), l'un des fondateurs du mouvement socialiste chrétien en France, est à Lausanne pour une tournée de conférences. Sous son impulsion, un groupe de personnes se rassemble à la Maison du Peuple, dont quelques ouvriers italiens et suisses autour de différentes personnalités proches des Unions chrétiennes. Cette petite assemblée, dont l'intention n'est pas de créer un parti, fonde le groupe des socialistes chrétien romand, rassemblant alors plusieurs pédagogues qui s'intéressent aux idées du mouvement coopératif. Hélène Monastier y participe et rapporte :

« Notre classe d'étude ouverte largement [...] fut longtemps un foyer d'études vivantes et variées. Les pionniers de Rochdale et la Coopération, Proudhon, Marx, Fourier. Toute l'histoire du socialisme et du syndicalisme y passa »¹⁷.

¹⁵ Peu explorée dans cet article, la prise en compte de la figure de Paul Pflüger pourrait enrichir considérablement les points de vue, de même que Jules Humbert-Droz, théologien, secrétaire de la Troisième Internationale et fondateur du Parti communiste suisse, quitte les socialistes chrétiens dans les années 1920 et prend parti pour la révolution russe.

¹⁶ « Hélène Monastier », dans Wikipédia, l'Encyclopédie libre, 2013-2023, https://fr.wikipedia.org/wiki/H%C3%A9l%C3%A8ne_Monastier, page consultée le 11 décembre 2023 ; DALLERA C. et LAMAMRA N. (éds.), *Du salon à l'usine, vingt portraits de femmes*, Le Mont-sur-Lausanne, Ouverture, 2003.

¹⁷ MONASTIER H., *Mon itinéraire spirituel*, Lausanne, septembre 1964, p. 1, cité dans DALLERA C. et LAMAMRA N. (éds.), *Du salon à l'usine...*, p. 178.

D'autres personnalités marquent ces divers engagements, notamment Albert Thomas (1878-1932), issu du socialisme français¹⁸, premier directeur du Bureau international du travail (de l'OIT) et proche des milieux pédagogiques suisses romands¹⁹.

Les temps du mouvement coopératif

D'après Vuilleumier, les coopératives connaissent une période d'essor pendant la Première Internationale, fondée en 1864²⁰. Degen, quant à lui, souligne un tournant en 1890 avec la fondation de l'Union suisse des coopératives de consommation, qui connaît un nombre d'adhésions croissant²¹. La revue de l'Union syndicale suisse dédie une section au « mouvement coopératif », louant ses avancées²². Des organisations se structurent sur le plan international, telles que l'Alliance coopérative internationale fondée en 1895.

Les interprétations de la période qui s'ensuit varient. Brassel-Moser indique qu'après la Première Guerre mondiale, hormis les partisans du socialisme religieux de Leonhard Ragaz, les coopératives « ne furent plus guère reconnues comme un moyen capable de se substituer au système en place », mais continuent de constituer un objet intégré au programme du Parti socialiste²³. Du côté chrétien, en effet, l'après-guerre connaît « l'essor d'un véritable christianisme de gauche »²⁴ au sein duquel on retrouve les idées du coopératisme. Mais pendant et au sortir de la Première Guerre mondiale, la gauche est fortement polarisée et le Parti socialiste suisse se reconfigure en différentes tendances qui divergent sur la question des budgets de la Suisse pour l'armement notamment²⁵. Le débat au sein de la Fédération des socialistes chrétiens est similairement polarisé. Certains, comme Hélène Monastier, penchent vers la révolution non violente, tandis que d'autres sont en faveur de la révolution russe²⁶. Dans ce contexte, le pacifisme orienté vers la Société des Nations (SDN) rencontre une forte adhésion et constitue une troisième voie pacifiste prônant le socialisme réformiste, la solidarité entre classes et une alternative au bolchevisme et au capitalisme²⁷. Répondant en partie aux indications de Brassel-Moser, les idées du mouvement coopératif constituent une question subsidiaire.

¹⁸ GUIEU J.-M., « Albert Thomas et la paix, du socialisme normalien à l'action internationale au BIT », *Les cahiers Irice*, vol. 2, n° 2, 2008, p. 65-80.

¹⁹ HOFSTETTER R., *Le Bureau international d'éducation, matrice de l'internationalisme éducatif*, Bruxelles, Peter Lang, 2022.

²⁰ VUILLEUMIER C., *Histoire et combats...*, p. 528.

²¹ DEGEN B., « Coopératives de consommation », dans *Dictionnaire historique de la Suisse*, trad. par GAILLARD U., 2008, <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/016414/2008-10-30/>, page consultée le 11 décembre 2023.

²² *La Revue syndicale Suisse*, n° 13, 1921, p. 86.

²³ BRASSEL-MOSER R., « Mouvement coopératif »..., p. 3, page consultée le 11 décembre 2023.

²⁴ DESCLOUX G., ENCKELL M., BUCLIN H., « Introduction »..., p. 8. Voir l'encart socialisme et spiritualité.

²⁵ HEIMBERG C., « Le moment Zimmerwald-Kiental, ses échelles et son histoire », *Cent ans après Zimmerwald et Kiental. Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 2016, p. 121-131.

²⁶ BLASER K., « Du christianisme social au socialisme chrétien », *Autres Temps*, 62, n° 1, 1999, p. 83.

²⁷ DHERMY-MAIRAL M., « L'unification du mouvement coopératif au Bureau international du travail : la "révolution silencieuse" d'Albert Thomas (1919-1932) », *Le Mouvement social*, n° 263, 2018, p. 27.

Socialisme et spiritualité en Suisse romande (1911-1940)²⁸

Depuis la fin du 19^e siècle, de nombreux protestants du mouvement chrétien social se sont rapprochés du socialisme, convaincus de la nécessité de changer la société et son système économique, sources d'inégalités que la charité traditionnelle ne parvient pas à combattre. Wilfred Monod, théologien marquant de cette période, rapporte les idées de ce mouvement dans les Cahiers du christianisme social, une revue alors populaire en Suisse romande.

En 1908, le Français Paul Passy co-fonde l'Union des socialistes chrétiens (USC). Ce regroupement de chrétiens sociaux vise à établir que la socialisation des moyens de production est un objectif politique aligné sur leurs convictions religieuses. Leur but est de « dissiper le malentendu » entre chrétiens et socialistes, et « de montrer que le socialisme est l'expression économique normale de la vie chrétienne »²⁹. L'USC se développe rapidement en Suisse, avec des antennes locales qui voient le jour à St-Imier et Sonvilier dans le Jura bernois (1910), La Chaux-de-Fonds (1911), Neuchâtel (1912), Genève et Lausanne (1914). Le groupe de Neuchâtel est fondé par le pasteur Jules Humbert-Droz, qui occupera d'importantes fonctions dans l'Internationale communiste, avant de terminer sa carrière au Secrétariat central du Parti socialiste suisse. Ces régions reflètent les premières zones où le socialisme avait pris racine au début du siècle. Les cantons catholiques, moins industrialisés (Valais, Fribourg, Nord du Jura) restent largement à l'écart et imperméable au socialisme, même chrétien. Le christianisme social catholique y joue un rôle non négligeable, mais ce mouvement, très conservateur, est cependant loin de constituer un marchepied pour une évolution vers le socialisme.

Les premiers groupes sont représentés à des congrès internationaux, en France et en Belgique, et se rassemblent sous l'égide de la Fédération romande des socialistes chrétiens (FRSC), fondée en 1914.

Dès cette époque, les socialistes chrétiens romands se montrent relativement peu intéressés par le débat théologique théorique au profit d'une réflexion sur les luttes économiques, d'une participation active aux campagnes antialcooliques, à l'antimilitarisme et d'un soutien pour les listes socialistes lors des élections. Il faut dire que la question du pacifisme et de la non-violence domine les réflexions et la propagande des socialistes chrétiens romands jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. En outre, ces groupes réunissent principalement des membres du Parti socialiste surtout préoccupés par les combats politiques et sociaux en cours. Les problèmes théologiques ne les intéressent guère et la plupart se contentent d'une théologie très simple : l'amour du prochain implique qu'on lutte pour la justice sociale, c'est-à-dire le socialisme.

²⁸ Cet encart s'appuie sur l'article très complet de MARTIN J-F., « L'histoire des chrétiens de gauche romands », *Choisir, revue culturelle d'information et de réflexion*, 3 décembre 2017, <https://www.choisir.ch/societe/histoire/item/3026-l-histoire-des-chretiens-de-gauche-romands>.

²⁹ Cette citation provient de l'article de MARTIN J-F., « L'histoire des... », lequel ne précise pas les sources précises. Probablement que ces références se trouvent « La Fédération romande des socialistes chrétiens : évocation historique », décembre 1997, édition spéciale n° 105-106, *L'Espoir du monde, Bulletin des socialistes chrétiens*. Archives cantonales vaudoises, p. 113, 530 et 569.

Plusieurs membres sont des « réfractaires », comme on nomme alors les objecteurs de conscience. Pierre Ceresole et Hélène Monastier sont ainsi connus pour leurs activités dans le cadre du Service civil international, tandis qu'Edmont Privat promeut activement l'esperanto pour favoriser la fraternité entre les peuples et combattre le fascisme. Sur le terrain local, les socialistes chrétiens se distinguent par un gros effort d'éducation populaire : plusieurs groupes ouvrent des « classes d'études sociales » dans les maisons du peuple. On y évoque des thèmes historiques (les Gracques, Spartacus), économiques (les coopératives...), sociaux (les maladies vénériennes...) et des écoles du dimanche populaires concurrencent celles des Églises³⁰.

Des débats autour du pacifisme et des scissions surviennent, en lien avec les conférences de Zimmerwald et Kienthal (1915-1916), la Révolution russe et la grève générale de 1918 en Suisse. Lors de ces conférences, le mouvement socialiste international couve un difficile débat qui aboutira à la scission de 1921 et à la formation, en Suisse comme ailleurs, des partis communistes. Les socialistes chrétiens romands sont eux aussi engagés dans ces débats, partagés entre les grands pôles : antimilitarisme révolutionnaire ou antimilitarisme non violent ? Réformisme ou révolution ? Jules Humbert-Droz, pasteur, quitte les socialistes chrétiens lorsqu'il adhère au nouveau parti communiste. La FRSC lui reproche de prôner la violence : la solidarité avec la classe ouvrière doit se manifester par des moyens justes et fraternels, l'insurrection ne pouvant se justifier qu'en dernier recours.

Néanmoins, les travaux de Dhermy-Mairal permettent d'identifier un renouveau du coopératisme entre 1919 et 1932, dans le contexte du Bureau international du travail à Genève. Ce renouveau est qualifié de « moment Albert Thomas »³¹, et de tentative d'unification du mouvement coopératif³². En effet, l'Alliance coopérative internationale, établie à Genève en 1919, devient la voix du mouvement coopératif auprès de l'Organisation internationale du travail et de la SDN. Son 10^e Congrès se tient à Bâle, en Suisse, en 1921. Des programmes de réformes internationales du monde économique et social y sont élaborés et permettent de revisiter le rôle de la coopération³³. Principalement orientées vers des problématiques agricoles et donc éloignées de l'éducation, ces initiatives intéressent les pédagogues sympathisants de la SDN et du socialisme chrétien. En 1920, un article sur l'« internationale coopérative »³⁴, rédigé par le pédagogue genevois Adolphe Ferrière, témoigne de cet intérêt. Ce glissement, bien qu'encore sujet à

³⁰ Les projets genevois de Maison du peuple et d'Université ouvrières, découverts trop tard pour être intégrés à cet article, fournissent une piste évidente de prolongation de l'enquête menée ici sur l'éducation. Voir à ce sujet HEIMBERG C., *L'œuvre des travailleurs eux-mêmes ? Valeurs et espoirs dans le mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle (1885-1914)*, Genève, Slatkine, 1996.

³¹ Expression reprise à PROCHASSON C., « Entre science et action sociale : le "réseau Albert Thomas" et le socialisme normalien, 1900-1914 », dans TOPALOV C. (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1999, p. 141-158.

³² DHERMY-MAIRAL M., « L'unification du mouvement coopératif... », p. 17-18,

³³ *Ibid.*, p. 16.

³⁴ *L'Essor*, 10 juillet 1920.

hypothèse de recherche, se produit durant une période de renouvellement de l'« internationalisme »³⁵, influencé par le militantisme en faveur de la SDN et du pacifisme³⁶.

L'année 1930, marquant la fin de cette étude, est un tournant en raison de la crise économique, des menaces contre la démocratie et de la montée du fascisme en Suisse. Bien que cette analyse reste à approfondir, on peut supposer un déclin du coopératisme au profit d'une augmentation de l'organisation militante pacifiste (organisation de secours, antifascisme). De plus, pour Dhermy-Mairal, les décès simultanés d'Albert Thomas et de Charles Gide en 1932 affaiblissent certainement le projet de transformation sociale qui résidait dans la période de « troisième voie » défendue à Genève³⁷.

LE COOPÉRATISME PARMIS LES PÉDAGOGUES SUISSES ROMANDS, UN ENGAGEMENT SOCIALISTE-CHRÉTIEN

L'étude de mouvement socialiste chrétien de cette époque offre un éclairage sur la structuration d'une partie de la communauté pédagogique en Suisse romande. Cet engagement social-chrétien sous-tend une adhésion aux idées portées au sein du mouvement coopératif, dans la mesure où ces deux engagements constituent les deux aspects complémentaires d'une même dynamique.

Ce groupe de pédagogues se compose de figures qui fréquentent et travaillent dans des lieux de la scène pédagogique pacifiste³⁸. Ses membres partagent leurs idées dans plusieurs revues, dont *L'Essor*, qui constitue un des piliers du socialisme chrétien, ouvrant ses colonnes aux partisans des idées coopératives³⁹. Entre 1919 et 1922, lorsque la revue est renommée *Le Nouvel Essor*, sa direction est assurée par Adolphe Ferrière, pédagogue de l'Institut Jean-Jacques Rousseau. Adolphe Ferrière permet de maintenir cette ouverture de *L'Essor* aux idées du mouvement coopératif, de même qu'à une pensée pacifiste et de gauche. À titre individuel, il soutient à plusieurs reprises le coopérativisme et se définit comme tel⁴⁰, mais avec une logique conservatrice et élitiste, comme l'explique Daniel Hameline :

« Pour faire échec à la loi du plus fort qui est la règle de ce dernier, Ferrière préconise le contre-pouvoir des coopératives de producteurs et de consommateurs dont il fut un fervent avocat. Mais, précise-t-il, s'il convient désormais d'agir par et pour les masses », il faut « non pas les exaspérer, mais les éclairer et les satisfaire » (1935, p. 225). Et seule une « sociologie scientifique », placée entre les mains d'hommes qualifiés et préparés, permettra de faire coïncider la volonté propre de l'État et la réalisation de la volonté populaire (1935, p. 144) »⁴¹.

³⁵ Il existe une dense littérature sur le sujet. La revue suivante en permet une synthèse : GUIEU J.-M. et JEANNESSON S. « "L'expérience de Genève" (1920-1946) », *Monde(s)*, vol. 9, n° 1, 2021, p. 9-29.

³⁶ GUIEU J.-M., « La SDN et ses organisations de soutien dans les années 1920. Entre promotion de l'esprit de Genève et volonté d'influence », *Relations internationales*, vol. 3, n° 151, 2012, p. 11-23.

³⁷ DHERMY-MAIRAL, M., « L'unification du mouvement... », p. 27.

³⁸ Tels que La Maison du peuple et l'École Vinet à Lausanne, et l'École d'étude sociale pour femmes, le BIE et l'Institut Jean-Jacques Rousseau à Genève.

³⁹ À propos de cette revue, voir GULLOTTI, « La revue "L'Essor" ... »

⁴⁰ BIE, boîte 86, B.2.0.41.a, Réponse d'Adolphe Ferrière au questionnaire de l'enquête sur le patriotisme, 1926.

⁴¹ HAMELINE D., « Adolphe... », p. 16.

Pendant les années de direction éditoriale d'Adolphe Ferrière, des membres de son cercle social et professionnel adhèrent au christianisme social et au mouvement coopératif, écrivant et lisant régulièrement *Le Nouvel Essor*⁴². Ils participent à des rassemblements du mouvement socialiste chrétien de Suisse romande où ils retrouvent les vaudois Hélène Monastier et de Pierre Ceresole⁴³. En outre, des réunions de l'Institut international du Christianisme social (branche protestante française) se tiennent à Genève⁴⁴, regroupant pédagogues et élèves en sciences de l'éducation et en service social⁴⁵.



Le Nouvel Essor, 18 février 1922, p. 3.



La Lutte syndicale, septembre 1926, p. 3.

Genève, (Suisse) en indiquant :
 son âge, 47
 sa religion (pratiquant ou non), Pensum libre
 son sexe, masculin
 sa profession, professeur
 son parti politique, coopératiste
 sa nationalité, suisse
 son pays de résidence, Suisse
 nous pas le nom de nos informateurs afin de
 entière liberté dans leurs réponses. Si quel-

Cet extrait de 1926 montre une réponse d'Adolphe Ferrière à une enquête sur le sentiment patriotique, réalisée et conservée par le BIE. Il est demandé de répondre à quelques informations d'ordre général, dont son parti ou sa sympathie politiques. Sa réponse est « coopératiste » (BIE, boîte 86, B.2.0.41.a, réponse d'Adolphe Ferrière au questionnaire de l'enquête sur le patriotisme, 1926).



Le Nouvel Essor, n° 12, juin 1929, p. 4.



Le Nouvel Essor, n° 12, juin 1929, p. 4.

⁴² On a comptabilisé des articles de Pierre Bovet, Marie Butts, Édouard Claparède, Jean-Louis Claparède, Alice Descoeudres, Robert Dottrens, Albert Malche et Edmont Privat.

⁴³ *La Sentinelle*, 17 septembre 1926, p. 5. Pierre Cérésolle (1879-1949) est un ingénieur suisse connu comme pacifiste, objecteur de conscience, quaker et fondateur du Service civil international.

⁴⁴ Dans le *Trait d'union*, la revue des élèves de l'École d'études sociales pour femmes, on mentionne diverses réunions de chrétien-sociaux français venu à Genève vers 1931.

⁴⁵ BIE, boîte 110, B.4.23.632, Annonce dans le Journal des élèves de l'École d'étude sociale pour femmes, s.d.

Des correspondances et relations spécifiques permettent également de comprendre comment se construit cette nébuleuse. La proximité entre Leonhard Ragaz, du mouvement socialiste chrétien en Suisse alémanique, Clara Ragaz (1874-1957)⁴⁶ et Hélène Monastier, permet de saisir ces engagements⁴⁷. Cela se confirme également à travers l'intérêt de Jean-Louis Claparède (1901-1937)⁴⁸, moins connu, participant à des groupes socialistes-chrétiens à Genève, s'intéressant au mouvement coopératif et entretenant une correspondance avec Leonhard Ragaz⁴⁹.

D'autre part, le coopératisme est également associé à des modes de vie et des réflexions sur les modes de consommation et les rapports marchands, incitant certains à faire leurs achats dans des coopératives de consommateurs⁵⁰. Pour Alice Descoedres (1877-1963)⁵¹, pédagogue écrivant dans *L'Essor* et engagée dans les ligues de tempérance, il est intéressant de mener des enquêtes psychologiques sur la relation que les enfants entretiennent avec l'argent sur la base d'observations réalisées sur le terrain⁵². Socialiste intéressée par la critique des rapports marchands, ses travaux éducatifs sont en lien avec ses convictions personnelles.



Alice Descoedres entourée d'un groupe d'étudiantes au Salève lors d'un cours de vacances, 1924 (AIJIR, fonds général, Albums Claparède (III), été 1924).

Transposition du coopérativisme à l'école

Les théoriciens du coopérativisme portent un discours sur l'école. On peut lire ainsi Charles Gide, qui s'adresse au lectorat suisse afin de l'encourager à s'inspirer d'une exposition coopérative qui s'est tenue à Gand en Belgique :

⁴⁶ Elle est membre de ligues de tempérance et co-présidente de la branche suisse de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. Clara Ragaz intervient à la Maison du peuple.

⁴⁷ Voir le dossier de correspondance de Clara Ragaz. Dans une lettre, Butts invite Clara Ragaz, à venir comme conférencière au Centre quaker de Woodbrooke (Angleterre). BIE, Boîte 177, C267.1, Lettre de Marie Butts à Clara Ragaz, 12 juin 1928.

⁴⁸ Jean-Louis Claparède, né en Suisse dans une riche famille protestante genevoise, fils du pédagogue Édouard Claparède, il travaille à l'Institut Jean-Jacques Rousseau et au BIE.

⁴⁹ BIE, boîte 177, C2. Lettre de Jean-Louis Claparède à Leonhard Ragaz, s.d.

⁵⁰ C'est le cas de Marie Butts qui est membre de l'Union coopérative suisse (probablement l'Union suisse des coopératives de consommation. Archives Institut Jean-Jacques Rousseau (AIJIR), fonds Hamori, dossier Marie Butts.

⁵¹ Enseignante à l'Institut Jean-Jacques Rousseau, collaboratrice aux Archives de psychologie, elle est membre du Parti socialiste genevois jusqu'en 1933.

⁵² RUCHAT M, « Alice Descoedres : La Côte-aux-Fées, Neuchâtel, 1877 - Genève, 1963 », dans DEUBER E. et TIKHONOV N. (éds.), *Les femmes dans la mémoire de Genève : du XV^e au XX^e siècle*, Lausanne, Suzanne Hurter, 2005, p. 215-216.

« Tous les dimanches et jeudis, des groupes d'enfants des écoles sont amenés de toutes les régions de la Belgique pour visiter l'Exposition, et je crois savoir que de France aussi viendront quelques caravanes scolaires. Ce serait pour nos écoliers une excellente leçon de choses. Elle ne serait pas à dédaigner. La coopération est en voie de croissance rapide. La guerre, qui a désorganisé tous les mouvements sociaux, n'a fait que lui donner une nouvelle impulsion »⁵³.

Alice DESCOEUDRES : *La question de l'Argent à l'Ecole.* (L'Educateur.)

Dans *L'Educateur* du 10 décembre, Mlle Alice Descœudres, professeur à l'Institut J. J. Rousseau de Genève, propose d'étudier, à l'école primaire, la question de « L'Argent ». En une série de leçons, destinées à amorcer l'observation et la réflexion, et s'étendant chacune sur plusieurs semaines, on poserait à l'enfant quelques questions dans le genre de celles-ci : Que feriez-vous si vous étiez riches ? ou : Si je recevais cent francs, qu'est-ce que j'en ferais ? (mobiles en présence : bonté ou richesse). — Pourquoi trinite-t-on les gens riches autrement que les autres ? — N'essayerions-nous pas d'être d'autant plus polis avec quelqu'un qu'il est plus pauvre, plus craintif ? — Pourquoi travaille-t-on quand on est grand ? — Si un homme est très riche, qu'il ait assez d'argent pour vivre, faut-il qu'il travaille ? — Si oui, pourquoi : pour le bien de l'individu ou pour celui de la société ? — Pourquoi est-ce que tant de gens veulent absolument gagner beaucoup d'argent, toujours plus ? (Jouissance, vie simple, plaisirs peu coûteux, économie). — Est-ce juste ou injuste que certaines personnes qui ne travaillent pas, aient beaucoup d'argent et que d'autres, qui travaillent beaucoup, n'en aient pas assez pour vivre ?

Et, comme conclusion, Mlle Descœudres propose comme thème aux réflexions : Avant même de gagner de l'argent, on peut s'exercer à mépriser l'argent et la puissance de l'argent ; à aimer le travail, le bon travail, à pratiquer la bonté.

« La psychanalyse insiste sur le rôle des souvenirs de la vie infantine dans toute la vie ultérieure. Or, puisque le sens inné de la justice est très vif chez l'enfant, faut-il craindre, même s'il doit en être peiné, de lui faire toucher du doigt l'injustice douloureuse que tant de grands ne perçoivent même plus ? Ne peut-on espérer que de cette souffrance — de cette bonne souffrance — naîtra un désir de travailler à la suppression du désordre social actuel ? »

Mlle Descœudres demande qu'on lui envoie les compositions obtenues des enfants en suivant les indications contenues dans son article. Elle possède déjà un riche dossier d'observations prises sur le vif. Qui sait — ceci est une hypothèse de notre part, mais une hypothèse qui s'appuie en l'occurrence sur des précédents — qui sait si de tous les documents recueillis, Mlle Descœudres ne nous donnera pas un jour un beau et bon livre, à la fois de psychologie infantile et... de justice sociale ? « La vérité sort de la bouche des enfants ! »

En Suisse romande, des pédagogues comme Adolphe Ferrière constituent des passeurs des idées du coopératisme vers l'éducation. Dans son cas, cette passation d'idée se réalise en direction de l'éducation nouvelle spécifiquement et *vice et versa*. L'éducation nouvelle, mouvement pédagogique né à la fin du 19^e siècle, valorise l'implication active des élèves dans leur formation, visant à faire de l'apprentissage un moteur de changement social et humain plutôt qu'une simple accumulation de savoirs. Elle encourage la coopération et l'implication de l'enfant dans l'établissement des règles qui régissent sa vie⁵⁴. Certaines initiatives en découlent, telles que la promotion des coopératives scolaires⁵⁵, la pratique de l'autonomie en classe (*self-government*) et les méthodes de coopération entre élèves⁵⁶. Le *self-government*, pratiqué à l'école de *Summerhill*⁵⁷ en Angleterre, ou les coopératives scolaires du début du 20^e siècle en France constituent deux traductions possibles du coopératisme dans l'éducation nouvelle dans le monde. Pour le pédagogue de l'école de Vence, Célestin Freinet, « l'école populaire actuelle qu'elle ait ou non coopéré à l'achat d'une partie de son matériel, ne peut plus se passer d'une auto-organisation, d'une communauté qui administre, entretiennent et améliore les instruments de travail, qui se sente responsable de sa propre activité »⁵⁸.

Extrait d'un article sur l'ouvrage d'Alice Descœudres paru dans *Le Nouvel Essor*, février 1922, p. 3.

⁵³ *La Sentinelle*, mardi 19 août 1924, p. 5.

⁵⁴ GUTIERREZ L., « État de la recherche sur l'histoire du mouvement de l'éducation nouvelle en France », *Carrefours de l'éducation*, vol. 31, n° 1, 2011, p. 105-136.

⁵⁵ Sur les coopératives scolaires et l'éducation nouvelle, voir CHAÏBI O., « De la formation à la coopération aux pédagogies coopératives : le rôle de l'Office central de la coopération à l'école dans l'entre-deux-guerres », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 138, 2018, p. 81-98 ; SAVOYE A. et GUEY E., « La coopération scolaire... », p. 41-51.

⁵⁶ HAMELINE D., « Adolphe Ferrière... » ; HAMELINE D., *L'éducation dans...*

⁵⁷ NEILL A., *Libre enfant de Summerhill*, Paris, Gallimard, 1985.

⁵⁸ FREINET C., *Les coopératives scolaires. Notes de pédagogies nouvelles révolutionnaires*, s.l., L'école émancipée, 1929, cité dans SAVOYE A. et GUEY E., « La coopération scolaire... », p. 46.

Les coopératives scolaires en France

Dès la Première Guerre mondiale, les mutuelles scolaires disparaissent, au même moment où naissent les « coopératives scolaires »⁵⁹. Créées dans un but similaire, elles ont pour but de répondre à une absence de moyen matériel qui touchent de nombreuses régions rurales et pauvres en France. Les élèves sont amenés à gérer certains éléments de la vie de la classe, dont l'équipement matériel. Ces initiatives, 6 000 selon un coopérateur français en 1929⁶⁰, qui bénéficient parfois du soutien de l'Instruction publique, sont rattachées à des figures de l'éducation nouvelle et membres du mouvement coopératif français comme Barthélemy Profit (1867-1946) et Alice Jouenne (1873-1954)⁶¹. La pédagogie de Célestin Freinet (1896-1966) est également fondatrice de certaines techniques pédagogiques impliquant le coopératisme et la coopérative⁶², et par la suite des « conseils coopératifs » issus de la pédagogie institutionnelle.

« L'école coopérative, c'est, au lieu de l'école abandonnée des dieux et des hommes, celle qui est aimée de chacun et choyée par tous [...] L'école coopérative bien qu'elle ait pour base une coopération économique en vue de l'acquisition progressive d'un outillage scolaire et de toutes améliorations [...], ne se constitue pas en une entreprise rivale de l'économie rivale du commerce local. Son but essentiel est de faire œuvre d'éducation. »⁶³

La coopérative scolaire répond à plusieurs finalités, palier des problèmes économiques et matériels qui touchent les plus précaires, inculquer des connaissances économiques et valeurs morales, développer des compétences de coopération par des techniques pédagogiques liées à l'expérience.

En tant qu'initiateur de revues pédagogiques, dont *Pour l'ère nouvelle*, la revue francophone de la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle, Adolphe Ferrière contribue à diffuser ces initiatives, mettant en lumière leurs principes coopératifs, mais dans des termes qui restent éloignés d'une revendication politique claire.

C'est par le biais d'une autre membre de la communauté pédagogique, la Franco-Britannique Marie Butts, qu'il est possible d'examiner un autre cas de traduction des idées coopératistes en éducation. Profondément croyante et intéressée par le mouvement féministe⁶⁴, elle étudie puis enseigne à l'École

⁵⁹ CHAÏBI O., « De la formation... », p. 4.

⁶⁰ CATTIER F., « La coopération scolaire en France », *Pour l'ère nouvelle*, n° 41, 1929, p.167-170.

⁶¹ Elle est une militante, syndicaliste, enseignante et coopératrice. GAUMONT J, et GASTON P., « Jouenne Alice », dans *Le Maitron*, 2022, <https://maitron.fr/spip.php?article114554>, page consultée le 11 décembre 2023.

⁶² FREINET C., *Les coopératives scolaires. Notes de pédagogies nouvelles révolutionnaires*, s.l., L'école émancipée, 1929, cité dans SAVOYE A. et GUEY E., « La coopération scolaire... », p. 46.

⁶³ PROFIT B., *La coopération à l'école primaire. Contribution à l'idée de l'école d'après-guerre*, Paris, Nathan, 1922.

⁶⁴ Marie Butts travaille à l'Institut Jean-Jacques Rousseau et co-fonde avec Adolphe Ferrière le BIE. À propos de Marie Butts et du BIE : BOSS C., *Une histoire des pratiques de comparaison au Bureau international d'éducation. Contextes et trajectoires collectives (1925-1945)*, Genève, Université de Genève, Thèse de doctorat en Sciences de l'éducation, 2022. Le terme féministe est utilisé en référence au Journal suisse *Le mouvement féministe, au sein duquel elle écrit*. Il permet de faire une idée de la diversité des engagements concernant la cause des femmes à cette époque.

Vinet où elle est en contact pour la première fois avec des femmes socialistes chrétiennes et engagées dont Hélène Monastier qui, tout d'abord son enseignante, devient sa collègue et amie. Par la suite, Marie Butts adhère au mouvement quaker, lequel se fonde contre la possession de richesses et en faveur de l'égalité (entre les sexes et spirituelle). Travaillant et vivant à Genève la plus grande partie de sa vie, elle vit dans une modeste chambre dans un foyer collectif quaker à Genève où elle partage des espaces communs, dans l'esprit collectiviste quaker.

Elle a également un engagement politique à gauche⁶⁵. D'abord membre du parti socialiste français jusque dans les années 20, elle s'en distancie, tout en continuant d'exprimer son soutien pour des partis de gauche anglais (le Parti travailliste anglais de Barbara Ayrtton-Gould)⁶⁶.

Professionnellement, elle est d'abord institutrice pour des jeunes filles issues de familles aisées suisses, elle s'est engagée en tant qu'assistante sociale auprès de familles ouvrières. Les conditions de vie et la situation des plus précaires sont rapidement devenues un point central dans son parcours professionnel⁶⁷.

Par son expérience militante et professionnelle et sa connaissance du mouvement éducatif dans différents pays (Suisse, France, Angleterre, Danemark), elle est amenée à s'intéresser à plusieurs initiatives qui se rapportent au coopératisme. Dans un article de 1927, elle fait part de différentes initiatives de coopération qui permettent d'améliorer l'éducation en situation rurale, en affirmant que

« L'école rurale peut devenir un centre de vie sociale.

Les coopératives scolaires ne l'ont-elles point prouvé à maintes reprises et dans plusieurs pays (très particulièrement en Pologne et en France) ? »⁶⁸.

Elle a comme référence des modèles d'éducation populaire intégrant des dimensions coopératives, mais poursuivant divers objectifs qui se confondent dans son descriptif. Dans une logique de tradition ouvrière, elle évoque les *Young Farmers Club*, des « associations coopératives connues dans les pays anglo-saxons », qui sont selon elle l'un des meilleurs moyens « d'éveiller dans la jeunesse campagnarde l'amour de la vie agricole »⁶⁹. Ces coopératives ont pour but d'intégrer au programme scolaire d'écoles rurales des activités d'élevage, d'horticulture, de culture maraîchère ou d'apiculture, auxquelles chaque membre de l'école contribue (élèves, instituteurs et institutrices et parents). Les produits de ces coopératives en miniatures sont ensuite mis au bénéfice de l'école, ou permettent aux élèves de s'initier au travail en gagnant un salaire. Cependant, Butts donne finalement assez peu d'éléments qui permettent de clarifier ce salariat et elle met sur la même échelle des coopératives constituées par des médecins à des fins d'assistance éducative :

⁶⁵ BIE, boîte 86, B.2.0.41.a, Réponse de Marie Butts au questionnaire de l'enquête sur le patriotisme, 1926.

⁶⁶ AIJR, fonds Hamori, 2008.3.A.4, Lettre de Marie Butts à Rachel Gampert, 26 juillet 1945.

⁶⁷ *Le Trait d'union*, « Compte rendu de la conférence de Marie Butts », novembre 1933, n° 5, p. 5.

⁶⁸ BUTTS M., « Donnons aux jeunes gens le goût de la vie rurale », *Schweizerische Pädagogische Zeitschrift*, n° 37, 1927, p. 14-15.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 4.

« Il existe des Clubs de jeunes fermiers dans des milieux très divers et les résultats sont remarquablement encourageants. En voici quelques exemples :

Club des pupilles de l'Institution de Forelands pour enfants infirmes (Worcestershire).

Cet établissement héberge 80 enfants, garçons et filles,
venus pour la plupart des quartiers les plus pauvres de Birmingham »⁷⁰.

Ce qui importe dans ces cas de figure à Butts n'est pas tant le « qui », mais plutôt le « comment ». Dans le cas de ces derniers clubs de fermiers, ce qui est une avancée sociale avec le coopératisme pour Butts c'est qu'il offre des moyens de subsistance à de jeunes enfants infirmes délaissés et considérés comme inéducables :

« Mal soignés ils perdaient santé et joie et trop souvent tombaient dans la misère.

Actuellement, une ferme acquise dans le voisinage permet à de jeunes gens
et jeunes filles de gagner leur vie en continuant les expériences du club.

Ils deviennent ainsi de bons citoyens utiles à leur pays »⁷¹.

Les Écoles supérieures populaires danoises, qui intègrent le coopératisme et la vie communautaire comme des éléments centraux de leur projet éducatif, sont un autre modèle éducatif à suivre :

« Il fut prouvé que dans la vie en commun,
dans une atmosphère d'éducation libérale,
avait donné au peuple une culture capable
de profiter aussi au domaine pratique »⁷².

La même année, elle donne une conférence sur la « Coopération scolaire »⁷³ à la Maison du Peuple, à Lausanne⁷⁴. Si le titre de cette conférence indique un glissement lexical (on ne parle pas de coopérative ni de coopératisme), il est intéressant de noter que Marie Butts s'adresse autant aux « coopérateurs » qu'aux « éducateurs », et traite du « mouvement des coopératives scolaires » en France et ailleurs qu'en Suisse.

La Gazette de Lausanne,
n° 58, 1927, p. 2.

⁷⁰ Ibid., p. 10.

⁷¹ Ibid., p. 10.

⁷² Ibid., p. 14-15.

⁷³ La Gazette de Lausanne, n° 58, 1927, p. 2.

⁷⁴ Ibid., p. 2.

Communiqués

(Cette rubrique n'engage pas la rédaction)

SPECTACLES - CONCERTS - SOCIÉTÉS

RECITAL JOSÉ PORTA

José Porta joue le 8 mars à la Maison du Peuple. Location chez Fœtisch.

MAISON DU PEUPLE

Lundi 28 février, à 20 h. 30, La coopération à l'école, causerie de Mlle Marie Butts, secrétaire générale du Bureau international d'éducation, à Genève. L'exposé de Mlle Butts, illustré d'exemples vivants et intéressants, contribuera à faire connaître un mouvement déjà étendu et qui met en évidence tout le parti qu'on peut tirer, dès l'école, des vertus éducatrices de la coopération.

La coopération a réussi ce tour de force : réaliser L'École active sans bouleverser les programmes. Le mouvement des coopératives scolaires s'est développé d'une façon surprenante en France et dans une dizaine d'autres pays : le sujet traité par la conférencière est important et intéresse coopérateurs et éducateurs. Entrée libre pour les membres de la Maison du Peuple, non membres fr. 1.10.

De rares projets d'éducation ouvrière ouvertement revendiqués

L'intérêt pour le coopératisme de Marie Butts s'inscrit dans son engagement plus large pour le mouvement de l'éducation nouvelle, se référant à des expériences françaises, et s'inscrit dans une démarche progressiste qui n'exclut aucune collaboration avec les classes bourgeoises ou l'État. Néanmoins, lorsqu'elle se rend à la Maison du peuple pour donner une conférence sur le « mouvement des coopératives scolaires »⁷⁵, elle signifie son intérêt pour les initiatives ouvrières et s'inscrit dans une démarche militante d'éducation ouvrière, puisque c'est cette position qui est défendue à la Maison du peuple.

Les coopératives et le coopératisme peuvent alors nourrir différents courants pédagogiques telles l'éducation nouvelle, l'éducation populaire, l'éducation en faveur des classes rurales, l'éducation ouvrière.

Dans cette idée, l'étude de la trajectoire de Marie Butts permet d'identifier une initiative concrète d'éducation ouvrière qui a lieu entre 1926 et 1927 entre Genève et Lausanne, la même année durant laquelle elle collabore avec la Maison du peuple à Lausanne. À nouveau, il s'agit d'un projet d'éducation ouvrière, qui s'approprie le champ lexical du coopératisme. Le projet s'intitule « *Labor et intellectus* », et vise à constituer un groupement coopératif de travailleurs intellectuels et manuels⁷⁶. Bien que ce projet n'aboutisse jamais, il reste intéressant du point de vue de la composition de ces initiateurs. Initié en 1927 par Marie Butts, il se constitue grâce au soutien du directeur de l'Institut Jean-Jacques Rousseau, Pierre Bovet et d'un anarchiste médecin et pédagogue lausannois, Jean Wintsch (1880-1943).

“Labor et Intellectus”

Groupement coopératif de travailleurs
intellectuels et manuels

Statuts provisoires

Article premier. — La Fédération *Labor et Intellectus* a pour but de grouper des organisations et institutions de travailleurs intellectuels et manuels en vue de contribuer par leur coopération à la diffusion de la culture générale, scientifique et technique.

Art. 2. — La Fédération admet à titre individuel, avec voix consultative dans les assemblées, les personnes qui désirent travailler au but de *Labor et Intellectus*.

Art. 3. — La Fédération est représentée par une assemblée de délégués, à raison de deux délégués par organisation, et par un Comité central. Son siège est à Lausanne.

Art. 4. — Le Comité se compose d'un président, d'un vice-président, d'un caissier-secrétaire et d'un secrétaire adjoint, dépositaire du matériel. Il s'adjoint, et cela en nombre illimité, des personnes compétentes et désireuses de collaborer à l'œuvre entreprise. Il est nommé pour deux ans. Tous ses membres sont rééligibles.

Art. 13. — La Fédération est une association sans but lucratif, régie par les articles 60 et suivants du Code civil suisse.

Art. 14. — L'assemblée de délégués peut seule modifier les présents statuts, décider la dissolution de la Fédération et disposer de son avoir, à la majorité des deux tiers des membres présents. En cas de dissolution, l'avoir de la Fédération sera consacré à une œuvre d'utilité publique.

Le comité provisoire :

Président : Prof. Pierre Bovet, directeur de l'Institut J.-J. Rousseau.

Vice-président : Dr Wintsch.

Secrétaire-caissier : M^{lle} A. Giroud, anc. directrice de l'Ecole pratique de service social (Paris).

Membres : M^{lle} M. Bethmann, bibliothécaire ; M. H. Borland, plâtrier-peintre ; M. J. Della-Negra, typographe ; M^{lle} Lucy Dutoit, maîtresse à l'Ecole Vinet ; M. Lasserre, professeur ; M. Marti, mécanicien, Renens ; M. E. Peytrequin, administrateur de la Maison du Peuple de Lausanne ; Dr N. Roubakine, directeur de la Section de psychologie bibliologique de l'Institut J.-J. Rousseau et de l'Institut international de bibliographie ; Dr A. Suter, président de la Société coopérative de consommation de Lausanne.

Labor et intellectus, 1927 (BIE, boîte 138, C.5.1.134, Bulletin-programme de la Maison du peuple, vers 1927).

⁷⁵ *Ibid.*, p. 2.

⁷⁶ BIE, boîte 138, C.5.1.134, Bulletin-programme de la Maison du Peuple, article « *Labor et Intellectus* », vers 1927.

L'initiative à laquelle Butts prend part s'inscrit dans un paysage qui montre les relations entre les deux chefs-lieux cantonaux suisses romands, l'un à Lausanne et l'autre à Genève. D'autre part, la composition de ce groupe met en lumière la présence d'un courant libertaire. En effet, Jean Wintsch est le fondateur d'un modèle éducatif novateur à l'époque : l'École Ferrer, établie à Lausanne en 1910 avec une orientation en faveur du socialisme révolutionnaire⁷⁷. Cette école représente un exemple intéressant en Suisse romande, car elle figure parmi les rares établissements où l'on peut observer la mise en pratique d'idéaux coopératifs dans leur tendance la plus révolutionnaire, particulièrement orientée vers les classes ouvrières.

Répondant à un désir qui a été exprimé le 23 mai, lors de la causerie de Miss Koritchoner, quelques membres lausannois de la nouvelle fédération LABOR ET INTELLECTUS, groupement coopératif de travailleurs intellectuels et manuels, passeront à l'Institut J.J. Rousseau, 4 rue Charles Bonnet, la soirée du samedi 18 courant, à partir de 20 h.15. (Nous sommes obligés de convoquer de bonne heure pour permettre à nos hôtes lausannois de rentrer chez eux).

Melle Giroud, MM. Bornand, Roubakine, Dr. Wintsh, nous ont fait espérer leur présence.

Nous vous serions très reconnaissants d'y venir et d'y amener toutes les personnalités des milieux syndicaux et ouvriers que les questions d'éducation intéressent.

« Projet éducation ouvrière », 1927 (BIE, boîte 138, C.5.1.134, vers 1927).

Conçue comme un projet d'« éducation ouvrière » par et pour les futurs membres de la classe ouvrière, elle intègre les principes coopératifs dans ses enseignements pratiques et théoriques⁷⁸. Néanmoins, il existe peu de recherches spécifiques analysant cette appropriation sous l'angle des relations

⁷⁷ Les travaux sur cette école : HEIMBERG C., « L'École Ferrer de Lausanne au début du XX^e siècle. Une expérience d'école libertaire et ses significations », dans BUTTIER J.-C., ROULLIER C., SANDRAS A., *Éducation populaire : engagement, médiation, transmission (XIX^e-XX^e siècles)*, Pierrefitte-sur-Seine, Publications des Archives nationales, 2022 (Actes) ; NAJI T., *Ni dieu, ni maître-sse d'école : Le rôle de l'éducation au sein du mouvement anarchiste romand au début du XX^e siècle (1900-1921)*, Université de Genève, Mémoire de master en Sciences de l'éducation, 2022 ; WINTSCH J. et HEIMBERG C., *L'école Ferrer de Lausanne*, Paris, Entremonde, 2009.

⁷⁸ WINTSCH J. et HEIMBERG C., *L'école Ferrer...*, p. 51.

avec le mouvement coopératif. Il convient de noter que, dans l'ensemble, il existe relativement peu d'initiatives de coopératives scolaires à cette époque en Suisse romande. Le coopérativisme semble principalement nourrir des réflexions théoriques sur l'autonomie à l'école ou la coopération scolaire, ou être intégré à des programmes d'enseignement. Dans ce contexte, l'École Ferrer pourrait être un sujet d'investigation intéressant, pour autant que ces principes aient été concrètement mis en œuvre dans les pratiques éducatives de l'école.

CONCLUSION

Cet article montre que l'articulation entre socialisme chrétien et mouvement coopératif offre une grille de lecture pour mieux connaître le mouvement pédagogique suisse romand. Cependant, les sources qui permettent de comprendre les engagements concrets envers le mouvement coopératif de l'ensemble des membres de cette communauté restent rares et se reflètent prioritairement dans une appropriation lexicale des principales idées coopératives.

La question se pose quant à un changement substantiel du projet initial coopératif. Notamment chez certains pédagogues comme Adolphe Ferrière, le coopératisme est assimilé à une idée théorique de coopération au service des relations entre les peuples, telles qu'elle est imaginée au sein de la Société des Nations. Ainsi, le coopératisme perd quelque peu sa substance initiale, axée sur la réinvention des rapports avec la consommation et l'économie capitaliste de manière concrète (par le collectif prenant en charge les moyens de production et de distribution), pour évoluer vers une perspective de conciliation sociale, de neutralité politique et de compromis entre les classes.

On fait le constat d'une période de liens et de circulations idéologiques entre Genève et la France, par le biais du mouvement coopératif et de l'éducation nouvelle. Cependant, il n'existe pas de coopératives scolaires similaires en Suisse romande à cette période. Un travail serait à faire dans une perspective diachronique, en explorant davantage la situation d'avant la Grande Guerre, lorsque le coopératisme est pensé avant tout comme un moyen de survivre ou de faire survivre face à la paupérisation. Une telle lecture permettrait sans doute de mieux distinguer la double origine et le clivage initial qui fonde le coopératisme, entre la philanthropie bourgeoise, première initiatrice du mouvement et le mouvement ouvrier qui s'en empare en se positionnant principalement contre cette dernière. En définitive cet article a ouvert des pistes quant à des recherches possibles, tout en apportant un éclairage sur des mouvements sociaux précurseurs de ce qui devient plus tard l'économie sociale.

POUR CITER CET ARTICLE

BOSS C., « Éléments pour une recherche sur les mouvements coopératif et pédagogique en Suisse romande (1918-1930) », *Dynamiques. Histoire sociale en revue*, n° 22 : L'économie sociale en Mouvement(s) , décembre 2023, mis en ligne le 20 décembre 2023, www.carhop.be.